

Gelet op het overleg van 9 februari 2011 met de representatieve studentenverenigingen erkend op gemeenschapsniveau, overeenkomstig artikel 32 van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten aan het leven van de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten aan het leven van de gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 49.274/2 van de Raad van State, gegeven op 15 maart 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 38 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 1996 tot regeling van de samenstelling en werking van de pedagogische raad, de sociale raad, de categorieraden en de departementsraden en van de werking van de raad van bestuur en van het bestuurscollege van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 februari 2006, worden de woorden « 1 april » vervangen door de woorden « tussen 15 maart en 1 april ».

Art. 2. In artikel 43 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd, worden de woorden « 15 mei » vervangen door de woorden « 31 mei ».

Art. 3. In artikel 51, tweede lid, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd, worden de woorden in de Franse tekst « la Ministre » vervangen door de woorden « le Ministre ».

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 15 maart 2011.

Art. 5. De Minister van Hoger Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 april 2011.

De Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 2011 — 1438 (2009 — 3004)

[2011/202110]

3. JULI 2009 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 21. Dezember 2000 über die Erteilung bestimmter Vollmachten an Beamte des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft — Erratum

Die französische und die niederländische Übersetzung des vorgenannten Erlasses, die im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. August 2009, Seite 56859 beziehungsweise 56863 veröffentlicht worden sind, werden durch folgende Texte ersetzt:

« MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

3 JUILLET 2009. — Arrêté du Gouvernement modifiant l'arrêté du 21 décembre 2000 portant délégation de certains pouvoirs à des fonctionnaires du Ministère de la Communauté germanophone

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 69, remplacé par la loi du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 51, modifié par la loi du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 26 mars 1997 relatif à l'organisation du Ministère de la Communauté germanophone en divisions, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 25 janvier 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 21 décembre 2000 portant délégation de certains pouvoirs à des fonctionnaires du Ministère de la Communauté germanophone, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 25 octobre 2002, 23 décembre 2004, 12 mai 2005, 14 septembre 2006 et 16 novembre 2006;

Sur la proposition du Ministre-Président, Ministre des Pouvoirs locaux, du Ministre de l'Enseignement, de la Formation et de l'Emploi, de la Ministre de la Culture, des Médias et du Tourisme, ainsi que du Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 5 de l'arrêté du 21 décembre 2000 portant délégation de certains pouvoirs à des fonctionnaires du Ministère de la Communauté germanophone est complété par l'alinéa rédigé comme suit :

« Délégation est donnée aux collaborateurs qui bénéficient de l'allocation de management et d'encadrement en application de l'article 87.2 de l'arrêté du Gouvernement du 27 décembre 1996 portant organisation du Ministère de la Communauté germanophone et réglant le recrutement, la carrière et le statut pécuniaire des agents, en ce compris pour la fixation, l'approbation et l'ordonnement des dépenses, en ce qui concerne les dépenses prévues au budget des dépenses de la Communauté germanophone pour les allocations de base 12 et 74, et ce à concurrence de 1.000 euros. Cette délégation vaut aussi expressément pour les actes juridiques prévus dans le cadre de la législation en matière de marchés publics. »

Art. 2. L'intitulé du chapitre III du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE III. — *Délégations en matière de personnel et de finances* »

Art. 3. Dans le chapitre III du même arrêté, il est inséré un article 9.2, rédigé comme suit :

« Article 9.2. Gestion de comptes et opérations financières.

Délégation est donnée au collaborateur du département Finances du Ministère qui bénéficie de l'allocation de management et d'encadrement en application de l'article 87.2 de l'arrêté du Gouvernement du 27 décembre 1996 portant organisation du Ministère de la Communauté germanophone et réglant le recrutement, la carrière et le statut pécuniaire des agents

1° pour la tenue et la gestion journalière de comptes auprès d'institutions financières, y compris l'ouverture et la fermeture de comptes, l'octroi de procurations, le traitement de demandes de domiciliation, l'encaissement de chèques;

2° pour l'approbation de décomptes établis quant aux intérêts débiteurs et créditeurs portés en compte et aux divers frais et provisions bancaires.

Le même collaborateur est habilité à signer tous les actes juridiques en rapport avec les emprunts, les leasings et les investissements, avec les garanties et avec l'achat et la vente de domaines, lorsqu'ils ont été décidés par le Gouvernement ou par le Ministre compétent en matière de Budget, selon le cas. »

Art. 4. L'article 12.1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 23 décembre 2004 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 14 septembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Article 12.1. § 1^{er}. En application du décret du 19 mai 2008 relatif à l'aide à la jeunesse et visant la mise en œuvre de mesures de protection de la jeunesse, délégation est accordée au chef de division compétent :

1° pour le remboursement des frais relatifs à des mesures menées en application de l'article 18 du décret par des personnes physiques ou morales ayant leur siège en dehors de la région de langue allemande;

2° pour l'autorisation d'octroyer l'aide après la majorité en application de l'article 21 du décret.

§ 2. En application de l'arrêté du Gouvernement du 14 mai 2009 concernant l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse, délégation est donnée au chef de division compétent :

1° pour l'octroi et la liquidation des frais de subsistance mentionnés à l'article 43 de l'arrêté;

2° pour l'octroi et la liquidation de l'aide au financement d'activités culturelles, sportives et scolaires mentionnée à l'article 44 de l'arrêté;

3° pour l'octroi et la liquidation des dépenses extraordinaires mentionnées aux articles 46 et 48;

4° pour l'octroi et la liquidation de l'allocation d'entretien mentionnée à l'article 47.

§ 3. Délégation est donnée au chef de division compétent pour octroyer et liquider des subventions à des organisations de jeunesse et à des camps de vacances.

§ 4. Délégation est donnée au chef de division compétent pour l'octroi et la liquidation de la dotation d'aide sociale fixée à l'article 14 du décret du 15 décembre 2008 portant financement des communes et des centres publics d'aide sociale par la Communauté germanophone.

§ 5. Délégation est donnée au chef de division compétent pour signer l'attestation destinée à l'administration fiscale en application de l'article 113, § 1^{er}, 3°, du Code des impôts sur le revenu de 1992 en vue de déduire les frais de garde pour les enfants de moins de 12 ans.

§ 6. Délégation est donnée au chef de division compétent pour l'octroi et la liquidation de l'intervention mentionnée à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 4 août 2005 relatif au Fonds pour l'apurement de dettes.

§ 7. Délégation est donnée au chef de division compétent pour statuer sur les dérogations de diplôme prévues dans les dispositions suivantes :

1° les articles 13, 34 et 60 de l'arrêté du Gouvernement du 18 janvier 2007 relatif à l'accueil des enfants;

2° l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juin 2001 fixant les bases de calcul en ce qui concerne la subsidiation des frais de personnel dans les secteurs des affaires sociales et de la santé;

3° l'article 7 du décret du 16 février 2009 concernant les services d'aide à domicile et créant un bureau de consultation pour l'aide à domicile, semi-résidentielle et résidentielle.

§ 8. Délégation est donnée au chef de division compétent pour statuer sur l'agrégation comme gardienne indépendante, telle que prévue à l'article 63 de l'arrêté du Gouvernement du 18 janvier 2007 relatif à l'accueil des enfants.

§ 9. Délégation est donnée au chef de division compétent pour statuer sur l'autorisation d'accueillir d'autres groupes d'âge demandée en application de l'article 8 du décret du 4 juin 2007 relatif aux structures d'hébergement, d'accompagnement et de soins pour personnes âgées et aux maisons de soins psychiatriques. »

Art. 5. Dans l'article 12.2., § 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 23 décembre 2004, les mots "chef de division compétent s'étendant :" sont remplacés par les mots "collaborateur compétent pour la culture qui bénéficie de l'allocation de management et d'encadrement en application de l'article 87.2 de l'arrêté du Gouvernement du 27 décembre 1996 portant organisation du Ministère de la Communauté germanophone et réglant le recrutement, la carrière et le statut pécuniaire des agents; cette délégation s'étend :".

Art. 6. L'article 13.8 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 23 décembre 2004, est remplacé par ce qui suit :

« Article 13.8. § 1^{er}. Délégation est donnée au chef de division compétent pour statuer sur l'éventuel octroi d'un des congés suivants dans l'enseignement de la Communauté germanophone :

1° le congé mentionné à l'article 8 de la loi du 21 mars 1964 sur l'inspection médicale scolaire;

2° les congés mentionnés à l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, à l'exception de l'article 3, alinéa 3, c), g) et k);

3° les congés mentionnés à l'article 7, alinéa 1^{er}, b) et c), et à l'article 22 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat;

4° les congés mentionnés à l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical et socio-psychologique des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, à l'exception de l'article 160, alinéa 3, c), g), j), l) et n);

5° les congés mentionnés à l'article 40 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres et professeurs de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe, islamique et anglicane dans les établissements d'enseignement de la Communauté germanophone, à l'exception de l'article 40, c), g) et k);

6° les congés mentionnés à l'article 9, alinéa 1^{er}, b) et c), et aux articles 12, 13 et 27 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974, pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

7° le congé mentionné dans l'arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice de groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes;

8° les congés mentionnés dans l'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 40 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe, islamique et anglicane des établissements d'enseignement de la Communauté germanophone;

9° les congés mentionnés aux articles 169 et 170 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés, à l'exception de l'article 169, § 1^{er}, 4°, 8°, 10°, 14°, et de l'article 170, 4°;

10° les congés mentionnés à l'article 9, alinéa 1^{er}, b) et c), et aux articles 12, 27 et 31 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection;

11° le congé mentionné à l'article 2 de l'arrêté royal du 4 septembre 1989 relatif aux congés pour prestations réduites accordés aux membres du personnel de l'enseignement de l'Etat et des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat qui ont atteint l'âge de cinquante ans ou qui ont au moins deux enfants qui n'ont pas dépassé l'âge de quatorze ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la mise à la retraite;

12° les congés mentionnés aux articles 3, 4, 4bis, 4ter et 4quater de l'arrêté du Gouvernement du 9 novembre 1994 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

13° les congés mentionnés aux articles 25 et 33 du décret du 6 juin 2005 portant des mesures en matière d'enseignement - 2005;

14° le congé mentionné à l'article 5.45, § 2, du décret du 27 juin 2005 portant création d'une haute école autonome;

15° les congés mentionnés à l'article 79 du décret du 25 juin 2007 portant des mesures en matière d'enseignement - 2007.

§ 2. Délégation est donnée au chef de division compétent pour statuer sur l'éventuel octroi d'une des mises en disponibilité suivantes dans l'enseignement de la Communauté germanophone :

1° les mises en disponibilité mentionnées à l'article 7 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, à l'exception de l'article 7, c);

2° les mises en disponibilité mentionnées à l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical et socio-psychologique des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, à l'exception de l'article 164, alinéa 1^{er}, c);

3° les mises en disponibilité mentionnées à l'article 45 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres et professeurs de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe, islamique et anglicane dans les établissements d'enseignement de la Communauté germanophone, à l'exception de l'article 45, alinéa 1^{er}, b);

4° les mises en disponibilité mentionnées à l'article 174 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés, à l'exception de l'article 174, alinéa 1^{er}, c);

5° les mises en disponibilité mentionnées aux articles 8 et 10 de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

6° les mises en disponibilité mentionnées à l'article 5.47, alinéa 1^{er}, 4° et 5°, du décret du 27 juin 2005 portant création d'une haute école autonome.

§ 3. Délégation est donnée au chef de division compétent pour statuer sur l'éventuel octroi d'une des mises en non-activité suivantes dans l'enseignement communautaire :

1° les absences mentionnées à l'article 4, a) et c), de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat;

2° les absences mentionnées à l'article 161, a) et d), de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

3° l'absence mentionnée à l'article 42, a), de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante et israélite dans les établissements d'enseignement de la Communauté germanophone;

4° l'absence mentionnée à l'article 2 de l'arrêté royal du 25 novembre 1976 relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales.

§ 4. Délégation est donnée au chef de division compétent pour statuer sur les autorisations de congé suivantes dans l'enseignement subventionné :

1° l'autorisation mentionnée à l'article 31 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

2° l'autorisation mentionnée à l'article 8 de la loi du 21 mars 1964 sur l'inspection médicale scolaire;

3° les autorisations mentionnées aux articles 23 et 30 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974, pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

4° l'autorisation mentionnée à l'article 2 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales, pour les membres du personnel subsidiés;

5° l'autorisation mentionnée aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 16 décembre 1981 concernant le congé syndical dans l'enseignement subventionné;

6° l'autorisation mentionnée à l'article 2 de l'arrêté royal du 16 décembre 1981 relatif au congé syndical dans les centres psycho-médico-sociaux et offices d'orientation scolaire et professionnelle subventionnés;

7° l'autorisation mentionnée à l'article 2 de l'arrêté royal n° 74 du 20 juillet 1982 relatif aux congés pour prestations réduites justifiés par des raisons de convenances personnelles ou justifiés par des raisons sociales ou familiales des membres du personnel de l'enseignement subventionné;

8° l'autorisation mentionnée à l'article 2 de l'arrêté royal n° 75 du 20 juillet 1982 relatif aux congés pour prestations réduites justifiés par des raisons de convenances personnelles des membres du personnel de l'enseignement subventionné;

9° l'autorisation mentionnée à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 94 du 28 septembre 1982 relatif aux congés pour prestations réduites justifiés par des raisons sociales ou familiales ou par des raisons de convenance personnelle;

10° l'autorisation mentionnée à l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif du 23 août 1989 relatif aux congés pour prestations réduites accordés aux membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés qui ont atteint l'âge de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de quatorze ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite;

11° l'autorisation mentionnée à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, § 2, alinéa 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er}, et § 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 9 novembre 1994 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

12° l'autorisation mentionnée aux articles 74, alinéa 3, et 77, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 14 décembre 1998 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné et du centre P.M.S. libre subventionné;

13° l'autorisation mentionnée aux articles 72, § 2, alinéa 2, et 75, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 29 mars 2004 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné et des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

14° les autorisations mentionnées aux articles 25 et 33 du décret du 6 juin 2005 portant des mesures en matière d'enseignement - 2005;

15° l'autorisation mentionnée à l'article 79 du décret du 25 juin 2007 portant des mesures en matière d'enseignement - 2007.

§ 5. Délégation est donnée au chef de division compétent pour statuer sur les autorisations de mise en disponibilité suivantes dans l'enseignement subventionné :

1° l'autorisation mentionnée à l'article 31 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

2° l'autorisation mentionnée à l'article 2, § 5, de l'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné;

3° l'autorisation mentionnée à l'article 2 de l'arrêté royal n° 76 du 20 juillet 1982 relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles des membres du personnel de l'enseignement subventionné;

4° l'autorisation mentionnée à l'article 2 de l'arrêté royal n° 136 du 30 décembre 1982 relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles des membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux subventionnés;

5° l'autorisation mentionnée aux articles 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

6° l'autorisation mentionnée à l'article 78, § 1^{er}, du décret du 14 décembre 1998 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné et du centre P.M.S. libre subventionné;

7° l'autorisation prévue par l'article 76, § 1^{er}, du décret du 29 mars 2004 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné et des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés. »

Art. 7. L'article 16.3 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 12 mai 2005, est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Délégation est donnée au chef de division compétent pour confirmer la conformité à la loi des décisions transmises en application de l'article 111 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale dans le cadre de la liste récapitulative et des décisions demandées en application de l'article 112. »

Art. 8. Les Ministres sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

Eupen, le 3 juillet 2009.

Le Ministre-Président,
Ministre des Pouvoirs locaux,
K.-H. LAMBERTZ

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation et de l'Emploi,
O. PAASCH

La Ministre de la Culture, des Médias et du Tourisme,
Mme I. WEYKMANS

Le Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales,
H. MOLLERS »

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

3 JULI 2009. — Besluit van de Regering tot wijziging van het besluit van de Regering van 21 december 2000 houdende delegatie van bepaalde bevoegdheden aan ambtenaren van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 69, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid artikel 51, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Regering van 26 maart 1997 tot organisatie van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap in afdelingen en departementen, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 25 januari 2000;

Gelet op het besluit van de Regering van 21 december 2000 houdende delegatie van bepaalde bevoegdheden aan ambtenaren van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap, gewijzigd bij de besluiten van 25 oktober 2002, 23 december 2004, 12 mei 2005, 14 september 2006 en 16 november 2006;

Op de voordracht van de Minister-President, Minister van Lokale Besturen, de Minister van Onderwijs, Opleiding en Werkgelegenheid, de Minister van Cultuur, Media en Toerisme, en de Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Art. 10. Artikel 5 van het besluit van de Regering van 21 december 2000 houdende delegatie van bepaalde bevoegdheden aan ambtenaren van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Aan medewerkers die de toelage voor management- en stafopdrachten ontvangen die is vastgelegd met toepassing van artikel 87.2 van het besluit van de Regering van 27 december 1996 houdende organisatie van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap en houdende regeling van de aanwerving, de loopbaan en de bezoldiging van de ambtenaren wordt delegatie toegekend om te beslissen over de uitgaven ten belope van maximaal 1.000 euro die op de uitgavenbegroting van de Duitstalige Gemeenschap ingeschreven zijn onder de basisallocaties 12 en 74, met inbegrip van de vastlegging, goedkeuring en ordonnancering van die uitgaven. Deze delegatie geldt ook uitdrukkelijk voor de rechtshandelingen waarin de wetgeving inzake overheidsopdrachten voorziet. »

Art. 2. Het opschrift van hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK III. — *Delegaties inzake personeel en financiële aangelegenheden* »

Art. 3. In hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt een artikel 9.2 ingevoegd, luidende :

« Artikel 9.2. Beheer van de rekeningen en financiële verrichtingen.

Aan de medewerker van het departement Financiën bij de algemene diensten van het Ministerie die met toepassing van artikel 87.2 van het besluit van de Regering van 27 december 1996 houdende organisatie van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap en houdende regeling van de aanwerving, de loopbaan en de bezoldiging van de ambtenaren een toelage voor management- en stafopdrachten ontvangt, wordt delegatie toegekend om te beslissen over :

1° het dagelijks bijhouden en beheren van rekeningen bij financiële instellingen, met inbegrip van het openen en sluiten van rekeningen, de toekenning van volmachten, de afhandeling van domiciliëringsaanvragen, de inning van cheques;

2° de goedkeuring van de opgemaakte afrekeningen in verband met de aangerekende debet- en creditrente en in verband met verschillende kosten en bankprovisies.

Dezelfde medewerker is gemachtigd alle rechtshandelingen te ondertekenen in verband met leningen, leasingprocedures en beleggingen en in verband met garantieverklaringen en de aan- en verkoop van onroerende goederen die, naargelang van het geval, uitgaan van de Regering of de Minister bevoegd voor begroting. »

Art. 4. Artikel 12.1. van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van 23 december 2004 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van 14 september 2006, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 12.1. § 1. Met toepassing van het decreet van 19 mei 2008 over de jeugdbijstand en houdende omzetting van maatregelen inzake jeugdbescherming wordt aan het bevoegde afdelingshoofd delegatie toegekend om te beslissen over :

1° de terugbetaling van de kosten van maatregelen die met toepassing van artikel 18 van het decreet worden uitgevoerd door natuurlijke personen of rechtspersonen die hun zetel buiten het Duitse taalgebied hebben;

2° de toestemming om de hulpverlening met toepassing van artikel 21 van het decreet voort te zetten nadat de betrokkene meerderjarig is geworden.

§ 2. Met toepassing van het besluit van de Regering van 14 mei 2009 inzake jeugdbijstand en jeugdbescherming wordt aan het bevoegde afdelingshoofd delegatie verleend om te beslissen over :

1° de toekenning en de uitbetaling van de kosten van levensonderhoud vermeld in artikel 43 van het besluit;

2° de toekenning en de uitbetaling van de steun voor de culturele, sportieve en schoolse activiteiten vermeld in artikel 44 van het besluit;

3° de toekenning en de uitbetaling van de bijzondere onkosten vermeld in de artikelen 46 en 48;

4° de toekenning en de uitbetaling van het pleeggeld vermeld in artikel 47.

§ 3. Aan het bevoegde afdelingshoofd wordt delegatie verleend om te beslissen over de toekenning en de uitbetaling van de toelagen aan jeugdorganisaties en vakantiekampen.

§ 4. Aan het bevoegde afdelingshoofd wordt delegatie verleend om te beslissen over de toekenning en de uitbetaling van de dotatie voor sociale zorg vastgelegd in artikel 14 van het decreet van 15 december 2008 betreffende de financiering van de gemeenten en van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn door de Duitstalige Gemeenschap;

§ 5. Aan het bevoegde afdelingshoofd wordt delegatie verleend om met toepassing van artikel 113, § 1, 3°, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, het attest m.b.t. de aftrekbaarheid van de uitgaven voor de opvang van kinderen van minder dan 12 jaar te ondertekenen.

§ 6. Aan het bevoegde afdelingshoofd wordt delegatie verleend om te beslissen over de toekenning en de uitbetaling van de tussenkomst vermeld in artikel 2 van het besluit van de Regering van 4 augustus 2005 betreffende het Fonds voor afbetaling van schulden.

§ 7. Aan het bevoegde afdelingshoofd wordt delegatie verleend om te beslissen over de afwijkingen inzake diploma waarin de volgende bepalingen voorzien :

1° de artikelen 13, 34 en 60 van het besluit van de Regering van 18 januari 2007 betreffende de kinderopvang;

2° artikel 5 van het besluit van de Regering van 22 juni 2001 tot vaststelling van de berekeningsgrondslagen voor de subsidiëring van de personeelskosten in de sectoren "sociale aangelegenheden" en "gezondheid";

3° artikel 7 van het decreet van 16 februari 2009 betreffende de thuishulpdiensten en houdende oprichting van een consultatiebureau voor thuishulp, transmurale en stationaire hulp.

§ 8. Aan het bevoegde afdelingshoofd wordt delegatie verleend om te beslissen over de erkenning van de zelfstandige onthaalouders bedoeld in artikel 63 van het besluit van de Regering van 18 januari 2007 betreffende de kinderopvang.

§ 9. Aan het bevoegde afdelingshoofd wordt delegatie verleend om te beslissen over de toestemming om andere leeftijdsgroepen op te vangen, aangevraagd met toepassing van artikel 8 van het decreet van 4 juni 2007 betreffende de woon-, begeleidings- en verzorgingsstructuren voor bejaarden en de psychiatrische verzorgingstehuizen. »

Art. 5. Artikel 12.2, § 1, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van 23 december 2004, wordt vervangen als volgt :

« Aan de voor cultuur bevoegde medewerker die de toelage voor management- en stafopdrachten ontvangt die is vastgelegd met toepassing van artikel 87.2 van het besluit van de Regering van 27 december 1996 houdende organisatie van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap en houdende regeling van de aanwerving, de loopbaan en de bezoldiging van de ambtenaren wordt delegatie verleend om te beslissen over de toekenning en de uitbetaling van de toelagen die met het oog op de culturele bevordering moeten worden gegeven voor optredens in opdracht alsmede voor reizen in het buitenland van de geklasseerde verenigingen voor amateurkunst en kamermuziekensembles, in voorkomend geval met toepassing van de desbetreffende voorschriften. »

Art. 6. Artikel 13.8 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van 23 december 2004, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 13.8. § 1. Delegatie wordt toegekend aan het bevoegde afdelingshoofd om in voorkomend geval te beslissen over de toekenning van één van de volgende verlopen in het onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap :

1° het verlof vermeld in artikel 8 van de wet van 21 maart 1964 op het medisch schooltoezicht;

2° de verlopen vermeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, met uitzondering van artikel 3, lid 3, c), g) en k);

3° de verlopen vermeld in de artikelen 7, lid 1, b) en c), en 22 van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs;

4° de verlopen vermeld in artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch en psychosociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, met uitzondering van artikel 160, lid 3, c), g), j), l) en n);

5° de verlopen vermeld in artikel 40 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlite, orthodoxe, islamitische en anglicaanse godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Duitstalige Gemeenschap, met uitzondering van artikel 40, c), g) en k);

6° de verlopen vermeld in de artikelen 9, lid 1, b) en c), en 12, 13 en 27 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch en psychosociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

7° het verlof vermeld in het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van in de wetgevende vergaderingen van de Staat en van de Gemeenschappen of de Gewesten erkende politieke groepen, respectievelijk ten behoeve van de voorzitters van die groepen;

8° de verlopen vermeld in het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen voor de toepassing van artikel 40 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlite, orthodoxe, islamitische en anglicaanse godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Duitstalige Gemeenschap;

9° de verlopen vermeld in de artikelen 169 en 170 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiedienst belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, met uitzondering van artikel 169, § 1, 4°, 8°, 10°, 14°, en artikel 170, 4°;

10° de verlopen vermeld in de artikelen 9, lid 1, b) en c), en 12, 27 en 31 van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het vastbenoemd, voor een doorlopende duur tijdelijk aangesteld of stagedoend technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten;

11° het verlof vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 4 september 1989 betreffende verlopen voor verminderde prestaties toegestaan aan de personeelsleden van het rijksonderwijs en van de psycho-medisch-sociale centra van het Rijk die de leeftijd van vijftig jaar hebben bereikt of die ten minste twee kinderen hebben die de leeftijd van veertien jaar niet hebben overschreden en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden die aan de pensionering voorafgaat;

12° de verlopen vermeld in de artikelen 3, 4, 4bis, 4ter en 4quater, van het besluit van de Regering van 9 november 1994 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

13° de verlopen vermeld in de artikelen 25 en 33 van het decreet van 6 juni 2005 houdende maatregelen inzake onderwijs 2005;

14° het verlof vermeld in artikel 5.45, § 2, van het decreet van 27 juni 2005 houdende oprichting van een autonome hogeschool;

15° het verlof vermeld in artikel 79 van het decreet van 25 juni 2007 houdende maatregelen inzake onderwijs 2007.

§ 2. Delegatie wordt toegekend aan het bevoegde afdelingshoofd om in voorkomend geval te beslissen over de toekenning van één van de volgende terbeschikkingstellingen in het onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap :

1° de terbeschikkingstellingen vermeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, met uitzondering van artikel 7, c);

2° de terbeschikkingstellingen vermeld in artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch en psychosociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, met uitzondering van artikel 164, lid 1, c);

3° de terbeschikkingstellingen vermeld in artikel 45 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlite, orthodoxe, islamitische en anglicaanse godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Duitstalige Gemeenschap, met uitzondering van artikel 45, lid 1, b);

4° de terbeschikkingstellingen vermeld in artikel 174 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, met uitzondering van artikel 174, lid 1, c);

5° de terbeschikkingstellingen vermeld in de artikelen 8 en 10 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

6° de terbeschikkingstellingen vermeld in artikel 5.47, lid 1, 4° en 5°, van het decreet van 27 juni 2005 houdende oprichting van een autonome hogeschool.

§ 3. Delegatie wordt toegekend aan het bevoegde afdelingshoofd om in voorkomend geval te beslissen over de toekenning van één van de volgende op non-activiteitstellingen in het gemeenschapsonderwijs :

1° de afwezigheden vermeld in artikel 4, a) en c), van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs;

2° de afwezigheden vermeld in artikel 161, a) en d), van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch en psychosociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

3° de afwezigheid vermeld in artikel 42, a), van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëliete, orthodoxe, islamitische en anglicaanse godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Duitstalige Gemeenschap;

4° de afwezigheid vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 25 november 1976 betreffende de afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen.

§ 4. Delegatie wordt toegekend aan het bevoegde afdelingshoofd om te beslissen over de goedkeuringen van de volgende verloven in het gesubsidieerd onderwijs :

1° de goedkeuring vermeld in artikel 31 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

2° de goedkeuring vermeld in artikel 8 van de wet van 21 maart 1964 op het medisch schooltoezicht;

3° de goedkeuringen vermeld in de artikelen 23 en 30 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch en psychosociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

4° de goedkeuring vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 betreffende de afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen van de gesubsidieerde personeelsleden;

5° de goedkeuring vermeld in de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 16 december 1981 betreffende het syndicaal verlof in het gesubsidieerd onderwijs;

6° de goedkeuring vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 16 december 1981 betreffende het syndicaal verlof in de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra en diensten voor studie- en beroepsoriëntering;

7° de goedkeuring vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 74 van 20 juli 1982 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden of gewettigd door sociale of familiale redenen van de personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs;

8° de goedkeuring vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 75 van 20 juli 1982 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden van de personeelsleden van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;

9° de goedkeuring vermeld in artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 94 van 28 september 1982 betreffende de verloven voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of wegens persoonlijke aangelegenheden;

10° de goedkeuring vermeld in artikel 2 van het besluit van de Executieve van 23 augustus 1989 betreffende verloven voor verminderde prestaties toegestaan aan de leden van het personeel van het gesubsidieerd onderwijs en van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra die de leeftijd van vijftig jaar hebben bereikt of die ten minste twee kinderen ten laste hebben die de leeftijd van veertien jaar niet hebben overschreden en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden die de oppensioenstelling voorafgaat;

11° de goedkeuringen vermeld in artikel 6, § 1, lid 1, § 2, lid 1, § 3, lid 1, en § 4, lid 1, van het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 9 november 1994 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

12° de goedkeuring vermeld in de artikelen 74, lid 3, en artikel 77, § 1, lid 2, van het decreet van 14 december 1998 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs en van het gesubsidieerd vrij P.M.S.-centrum;

13° de goedkeuring vermeld in de artikelen 72, § 2, lid 2, en 75, § 1, lid 2, van het decreet van 29 maart 2004 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs en van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra;

14° de goedkeuringen vermeld in de artikelen 25 en 33 van het decreet van 6 juni 2005 houdende maatregelen inzake onderwijs 2005;

15° de goedkeuring vermeld in artikel 79 van het decreet van 25 juni 2007 houdende maatregelen inzake onderwijs 2007.

§ 5. Delegatie wordt toegekend aan het bevoegde afdelingshoofd om te beslissen over de goedkeuring van de volgende terbeschikkingstellingen in het gesubsidieerd onderwijs :

1° de goedkeuring vermeld in artikel 31 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

2° de goedkeuring vermeld in artikel 2, § 5, van het koninklijk besluit van 27 juli 1976 tot reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtwedde-toelage in het gesubsidieerd onderwijs;

3° de goedkeuring vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 76 van 20 juli 1982 betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voor de personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs;

4° de goedkeuring vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 136 van 30 december 1982 betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voor de personeelsleden van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;

5° de goedkeuring vermeld in de artikelen 8, § 1, lid 1, en 10, § 1, lid 1, van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

6° de goedkeuring vermeld in artikel 78, § 1, van het decreet van 14 december 1998 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs en van het gesubsidieerd vrij P.M.S.-centrum;

7° de goedkeuring vermeld in artikel 76, § 1, van het decreet van 29 maart 2004 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs en van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra. »

Art. 7. Artikel 16.3 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van 12 mei 2005, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Delegatie wordt toegekend aan het bevoegde afdelingshoofd om te bevestigen of de beslissingen die in het kader van de overzichtslijst met toepassing van artikel 111 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn worden overgezonden en de beslissingen die met toepassing van artikel 112 worden aangevraagd in overeenstemming zijn met de wet. »

Art. 8. De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het wordt bekendgemaakt.

Eupen, 3 juli 2009.

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen,
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs, Opleiding en Werkgelegenheid,
O. PAASCH

De Minister van Cultuur, Media en Toerisme,
Mevr. I. WEYKMANS

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,
H. MOLLERS »

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 2011 — 1438 (2009 — 3004)

[2011/202110]

3 JUILLET 2009. — Arrêté du Gouvernement portant réformation de l'arrêté du Gouvernement du 21 décembre 2000 relatif à la délégation de certains pouvoirs à des fonctionnaires du Ministère de la Communauté germanophone. — Erratum

La traduction française de l'arrêté susmentionné, publiée au *Moniteur belge* du 26 août 2009, page 56859, doit être remplacée par le texte suivant :

« MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

3 JUILLET 2009. — Arrêté du Gouvernement modifiant l'arrêté du 21 décembre 2000 portant délégation de certains pouvoirs à des fonctionnaires du Ministère de la Communauté germanophone

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 69, remplacé par la loi du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 51, modifié par la loi du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 26 mars 1997 relatif à l'organisation du Ministère de la Communauté germanophone en divisions, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 25 janvier 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 21 décembre 2000 portant délégation de certains pouvoirs à des fonctionnaires du Ministère de la Communauté germanophone, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 25 octobre 2002, 23 décembre 2004, 12 mai 2005, 14 septembre 2006 et 16 novembre 2006;

Sur la proposition du Ministre-Président, Ministre des Pouvoirs locaux, du Ministre de l'Enseignement, de la Formation et de l'Emploi, de la Ministre de la Culture, des Médias et du Tourisme, ainsi que du Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 5 de l'arrêté du 21 décembre 2000 portant délégation de certains pouvoirs à des fonctionnaires du Ministère de la Communauté germanophone est complété par l'alinéa rédigé comme suit :

« Délégation est donnée aux collaborateurs qui bénéficient de l'allocation de management et d'encadrement en application de l'article 87.2 de l'arrêté du Gouvernement du 27 décembre 1996 portant organisation du Ministère de la Communauté germanophone et réglant le recrutement, la carrière et le statut pécuniaire des agents, en ce compris pour la fixation, l'approbation et l'ordonnement des dépenses, en ce qui concerne les dépenses prévues au budget des dépenses de la Communauté germanophone pour les allocations de base 12 et 74, et ce à concurrence de 1.000 euros. Cette délégation vaut aussi expressément pour les actes juridiques prévus dans le cadre de la législation en matière de marchés publics. »

Art. 2. L'intitulé du chapitre III du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE III. — Délégations en matière de personnel et de finances »

Art. 3. Dans le chapitre III du même arrêté, il est inséré un article 9.2, rédigé comme suit :

« Article 9.2. Gestion de comptes et opérations financières.

Délégation est donnée au collaborateur du département Finances du Ministère qui bénéficie de l'allocation de management et d'encadrement en application de l'article 87.2 de l'arrêté du Gouvernement du 27 décembre 1996 portant organisation du Ministère de la Communauté germanophone et réglant le recrutement, la carrière et le statut pécuniaire des agents

1° pour la tenue et la gestion journalière de comptes auprès d'institutions financières, y compris l'ouverture et la fermeture de comptes, l'octroi de procurations, le traitement de demandes de domiciliation, l'encaissement de chèques;

2° pour l'approbation de décomptes établis quant aux intérêts débiteurs et créditeurs portés en compte et aux divers frais et provisions bancaires.

Le même collaborateur est habilité à signer tous les actes juridiques en rapport avec les emprunts, les leasings et les investissements, avec les garanties et avec l'achat et la vente de domaines, lorsqu'ils ont été décidés par le Gouvernement ou par le Ministre compétent en matière de Budget, selon le cas. »

Art. 4. L'article 12.1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 23 décembre 2004 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 14 septembre 2006, est remplacé par ce qui suit :

« Article 12.1. § 1^{er}. En application du décret du 19 mai 2008 relatif à l'aide à la jeunesse et visant la mise en œuvre de mesures de protection de la jeunesse, délégation est accordée au chef de division compétent :

1° pour le remboursement des frais relatifs à des mesures menées en application de l'article 18 du décret par des personnes physiques ou morales ayant leur siège en dehors de la région de langue allemande;

2° pour l'autorisation d'octroyer l'aide après la majorité en application de l'article 21 du décret.

§ 2. En application de l'arrêté du Gouvernement du 14 mai 2009 concernant l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse, délégation est donnée au chef de division compétent :

1° pour l'octroi et la liquidation des frais de subsistance mentionnés à l'article 43 de l'arrêté;

2° pour l'octroi et la liquidation de l'aide au financement d'activités culturelles, sportives et scolaires mentionnée à l'article 44 de l'arrêté;

3° pour l'octroi et la liquidation des dépenses extraordinaires mentionnées aux articles 46 et 48;

4° pour l'octroi et la liquidation de l'allocation d'entretien mentionnée à l'article 47.

§ 3. Délégation est donnée au chef de division compétent pour octroyer et liquider des subventions à des organisations de jeunesse et à des camps de vacances.

§ 4. Délégation est donnée au chef de division compétent pour l'octroi et la liquidation de la dotation d'aide sociale fixée à l'article 14 du décret du 15 décembre 2008 portant financement des communes et des centres publics d'aide sociale par la Communauté germanophone.

§ 5. Délégation est donnée au chef de division compétent pour signer l'attestation destinée à l'administration fiscale en application de l'article 113, § 1^{er}, 3^o, du code des impôts sur le revenu de 1992 en vue de déduire les frais de garde pour les enfants de moins de 12 ans.

§ 6. Délégation est donnée au chef de division compétent pour l'octroi et la liquidation de l'intervention mentionnée à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 4 août 2005 relatif au Fonds pour l'apurement de dettes.

§ 7. Délégation est donnée au chef de division compétent pour statuer sur les dérogations de diplôme prévues dans les dispositions suivantes :

1^o les articles 13, 34 et 60 de l'arrêté du Gouvernement du 18 janvier 2007 relatif à l'accueil des enfants;

2^o l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement du 22 juin 2001 fixant les bases de calcul en ce qui concerne la subsidiation des frais de personnel dans les secteurs des affaires sociales et de la santé;

3^o l'article 7 du décret du 16 février 2009 concernant les services d'aide à domicile et créant un bureau de consultation pour l'aide à domicile, semi-résidentielle et résidentielle.

§ 8. Délégation est donnée au chef de division compétent pour statuer sur l'agrégation comme gardienne indépendante, telle que prévue à l'article 63 de l'arrêté du Gouvernement du 18 janvier 2007 relatif à l'accueil des enfants.

§ 9. Délégation est donnée au chef de division compétent pour statuer sur l'autorisation d'accueillir d'autres groupes d'âge demandée en application de l'article 8 du décret du 4 juin 2007 relatif aux structures d'hébergement, d'accompagnement et de soins pour personnes âgées et aux maisons de soins psychiatriques. »

Art. 5. Dans l'article 12.2., § 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 23 décembre 2004, les mots "chef de division compétent s'étendant :" sont remplacés par les mots "collaborateur compétent pour la culture qui bénéficie de l'allocation de management et d'encadrement en application de l'article 87.2 de l'arrêté du Gouvernement du 27 décembre 1996 portant organisation du Ministère de la Communauté germanophone et réglant le recrutement, la carrière et le statut pécuniaire des agents; cette délégation s'étend :".

Art. 6. L'article 13.8 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 23 décembre 2004, est remplacé par ce qui suit :

« Article 13.8. § 1^{er}. Délégation est donnée au chef de division compétent pour statuer sur l'éventuel octroi d'un des congés suivants dans l'enseignement de la Communauté germanophone :

1^o le congé mentionné à l'article 8 de la loi du 21 mars 1964 sur l'inspection médicale scolaire;

2^o les congés mentionnés à l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, à l'exception de l'article 3, alinéa 3, c), g) et k);

3^o les congés mentionnés à l'article 7, alinéa 1^{er}, b) et c), et à l'article 22 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat;

4^o les congés mentionnés à l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical et socio-psychologique des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, à l'exception de l'article 160, alinéa 3, c), g), j), l) et n);

5^o les congés mentionnés à l'article 40 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres et professeurs de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe, islamique et anglicane dans les établissements d'enseignement de la Communauté germanophone, à l'exception de l'article 40, c), g) et k);

6^o les congés mentionnés à l'article 9, alinéa 1^{er}, b) et c), et aux articles 12, 13 et 27 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974, pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

7^o le congé mentionné dans l'arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice de groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes;

8^o les congés mentionnés dans l'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 40 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe, islamique et anglicane des établissements d'enseignement de la Communauté germanophone;

9^o les congés mentionnés aux articles 169 et 170 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés, à l'exception de l'article 169, § 1^{er}, 4^o, 8^o, 10^o, 14^o, et de l'article 170, 4^o;

10^o les congés mentionnés à l'article 9, alinéa 1^{er}, b) et c), et aux articles 12, 27 et 31 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection;

11° le congé mentionné à l'article 2 de l'arrêté royal du 4 septembre 1989 relatif aux congés pour prestations réduites accordés aux membres du personnel de l'enseignement de l'Etat et des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat qui ont atteint l'âge de cinquante ans ou qui ont au moins deux enfants qui n'ont pas dépassé l'âge de quatorze ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la mise à la retraite;

12° les congés mentionnés aux articles 3, 4, *4bis*, *4ter* et *4quater* de l'arrêté du Gouvernement du 9 novembre 1994 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

13° les congés mentionnés aux articles 25 et 33 du décret du 6 juin 2005 portant des mesures en matière d'enseignement - 2005;

14° le congé mentionné à l'article 5.45, § 2, du décret du 27 juin 2005 portant création d'une haute école autonome;

15° les congés mentionnés à l'article 79 du décret du 25 juin 2007 portant des mesures en matière d'enseignement - 2007.

§ 2. Délégation est donnée au chef de division compétent pour statuer sur l'éventuel octroi d'une des mises en disponibilité suivantes dans l'enseignement de la Communauté germanophone :

1° les mises en disponibilité mentionnées à l'article 7 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, à l'exception de l'article 7, c);

2° les mises en disponibilité mentionnées à l'article 164 de l'arrêté royal au 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical et socio-psychologique des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, à l'exception de l'article 164, alinéa 1^{er}, c);

3° les mises en disponibilité mentionnées à l'article 45 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres et professeurs de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe, islamique et anglicane dans les établissements d'enseignement de la Communauté germanophone, à l'exception de l'article 45, alinéa 1^{er}, b);

4° les mises en disponibilité mentionnées à l'article 174 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés, à l'exception de l'article 174, alinéa 1^{er}, c);

5° les mises en disponibilité mentionnées aux articles 8 et 10 de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

6° les mises en disponibilité mentionnées à l'article 5.47, alinéa 1^{er}, 4° et 5°, du décret du 27 juin 2005 portant création d'une haute école autonome.

§ 3. Délégation est donnée au chef de division compétent pour statuer sur l'éventuel octroi d'une des mises en non-activité suivantes dans l'enseignement communautaire :

1° les absences mentionnées à l'article 4, a) et c), de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat;

2° les absences mentionnées à l'article 161, a) et d), de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

3° l'absence mentionnée à l'article 42, a), de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante et israélite dans les établissements d'enseignement de la Communauté germanophone;

4° l'absence mentionnée à l'article 2 de l'arrêté royal du 25 novembre 1976 relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales.

§ 4. Délégation est donnée au chef de division compétent pour statuer sur les autorisations de congé suivantes dans l'enseignement subventionné :

1° l'autorisation mentionnée à l'article 31 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

2° l'autorisation mentionnée à l'article 8 de la loi du 21 mars 1964 sur l'inspection médicale scolaire;

3° les autorisations mentionnées aux articles 23 et 30 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974, pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

4° l'autorisation mentionnée à l'article 2 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales, pour les membres du personnel subsidiés;

5° l'autorisation mentionnée aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 16 décembre 1981 concernant le congé syndical dans l'enseignement subventionné;

6° l'autorisation mentionnée à l'article 2 de l'arrêté royal du 16 décembre 1981 relatif au congé syndical dans les centres psycho-médico-sociaux et offices d'orientation scolaire et professionnelle subventionnés;

7° l'autorisation mentionnée à l'article 2 de l'arrêté royal n° 74 du 20 juillet 1982 relatif aux congés pour prestations réduites justifiés par des raisons de convenances personnelles ou justifiés par des raisons sociales ou familiales des membres du personnel de l'enseignement subventionné;

8° l'autorisation mentionnée à l'article 2 de l'arrêté royal n° 75 du 20 juillet 1982 relatif aux congés pour prestations réduites justifiés par des raisons de convenances personnelles des membres du personnel de l'enseignement subventionné;

9° l'autorisation mentionnée à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 94 du 28 septembre 1982 relatif aux congés pour prestations réduites justifiés par des raisons sociales ou familiales ou par des raisons de convenance personnelle;

10° l'autorisation mentionnée à l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif du 23 août 1989 relatif aux congés pour prestations réduites accordés aux membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés qui ont atteint l'âge de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de quatorze ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite;

11° l'autorisation mentionnée à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, § 2, alinéa 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er}, et § 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 9 novembre 1994 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

12° l'autorisation mentionnée aux articles 74, alinéa 3, et 77, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 14 décembre 1998 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné et du centre P.M.S. libre subventionné;

13° l'autorisation mentionnée aux articles 72, § 2, alinéa 2, et 75, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 29 mars 2004 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné et des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

14° les autorisations mentionnées aux articles 25 et 33 du décret du 6 juin 2005 portant des mesures en matière d'enseignement - 2005;

15° l'autorisation mentionnée à l'article 79 du décret du 25 juin 2007 portant des mesures en matière d'enseignement - 2007.

§ 5. Délégation est donnée au chef de division compétent pour statuer sur les autorisations de mise en disponibilité suivantes dans l'enseignement subventionné :

1° l'autorisation mentionnée à l'article 31 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

2° l'autorisation mentionnée à l'article 2, § 5, de l'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné;

3° l'autorisation mentionnée à l'article 2 de l'arrêté royal n° 76 du 20 juillet 1982 relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles des membres du personnel de l'enseignement subventionné;

4° l'autorisation mentionnée à l'article 2 de l'arrêté royal n° 136 du 30 décembre 1982 relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles des membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux subventionnés;

5° l'autorisation mentionnée aux articles 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

6° l'autorisation mentionnée à l'article 78, § 1^{er}, du décret du 14 décembre 1998 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné et du centre P.M.S. libre subventionné;

7° l'autorisation prévue par l'article 76, § 1^{er}, du décret du 29 mars 2004 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné et des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés. »

Art. 7. L'article 16.3 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 12 mai 2005, est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Délégation est donnée au chef de division compétent pour confirmer la conformité à la loi des décisions transmises en application de l'article 111 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale dans le cadre de la liste récapitulative et des décisions demandées en application de l'article 112. »

Art. 8. Les Ministres sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

Eupen, le 3 juillet 2009.

Le Ministre-Président,
Ministre des Pouvoirs locaux,
K.-H. LAMBERTZ

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation et de l'Emploi,
O. PAASCH

La Ministre de la Culture, des Médias et du Tourisme,
Mme I. WEYKMANS

Le Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales,
H. MOLLERS »

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 1438 (2009 — 3004)

[2011/202110]

3 JULI 2009. — Besluit van de Regering tot wijziging van het besluit van de Regering van 21 december 2000 houdende delegatie van bepaalde bevoegdheden aan ambtenaren van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap. — Erratum

De Nederlandse vertaling van bovenvermeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 augustus 2009, blz. 56863, dient te worden vervangen door de volgende tekst :

« MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

3 JULI 2009. — Besluit van de Regering tot wijziging van het besluit van de Regering van 21 december 2000 houdende delegatie van bepaalde bevoegdheden aan ambtenaren van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 69, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid artikel 51, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Regering van 26 maart 1997 tot organisatie van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap in afdelingen en departementen, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 25 januari 2000;

Gelet op het besluit van de Regering van 21 december 2000 houdende delegatie van bepaalde bevoegdheden aan ambtenaren van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap, gewijzigd bij de besluiten van 25 oktober 2002, 23 december 2004, 12 mei 2005, 14 september 2006 en 16 november 2006;

Op de voordracht van de Minister-President, Minister van Lokale Besturen, de Minister van Onderwijs, Opleiding en Werkgelegenheid, de Minister van Cultuur, Media en Toerisme, en de Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 5 van het besluit van de Regering van 21 december 2000 houdende delegatie van bepaalde bevoegdheden aan ambtenaren van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Aan medewerkers die de toelage voor management- en stafopdrachten ontvangen die is vastgelegd met toepassing van artikel 87.2 van het besluit van de Regering van 27 december 1996 houdende organisatie van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap en houdende regeling van de aanwerving, de loopbaan en de bezoldiging van de ambtenaren wordt delegatie toegekend om te beslissen over de uitgaven ten belope van maximaal 1.000 euro die op de uitgavenbegroting van de Duitstalige Gemeenschap ingeschreven zijn onder de basisallocaties 12 en 74, met inbegrip van de vastlegging, goedkeuring en ordonnancering van die uitgaven. Deze delegatie geldt ook uitdrukkelijk voor de rechtshandelingen waarin de wetgeving inzake overheidsopdrachten voorziet. »

Art. 2. Het opschrift van hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK III. — *Delegaties inzake personeel en financiële aangelegenheden* »

Art. 3. In hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt een artikel 9.2 ingevoegd, luidende :

« Artikel 9.2. Beheer van de rekeningen en financiële verrichtingen.

Aan de medewerker van het departement Financiën bij de algemene diensten van het Ministerie die met toepassing van artikel 87.2 van het besluit van de Regering van 27 december 1996 houdende organisatie van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap en houdende regeling van de aanwerving, de loopbaan en de bezoldiging van de ambtenaren een toelage voor management- en stafopdrachten ontvangt, wordt delegatie toegekend om te beslissen over :

1° het dagelijks bijhouden en beheren van rekeningen bij financiële instellingen, met inbegrip van het openen en sluiten van rekeningen, de toekenning van volmachten, de afhandeling van domiciliëringsaanvragen, de inning van cheques;

2° de goedkeuring van de opgemaakte afrekeningen in verband met de aangerekende debet- en creditrente en in verband met verschillende kosten en bankprovisies.

Dezelfde medewerker is gemachtigd alle rechtshandelingen te ondertekenen in verband met leningen, leasingprocedures en beleggingen en in verband met garantieverklaringen en de aan- en verkoop van onroerende goederen die, naargelang van het geval, uitgaan van de Regering of de Minister bevoegd voor begroting. »

Art. 4. Artikel 12.1. van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van 23 december 2004 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van 14 september 2006, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 12.1. § 1. Met toepassing van het decreet van 19 mei 2008 over de jeugdbijstand en houdende omzetting van maatregelen inzake jeugdbescherming wordt aan het bevoegde afdelingshoofd delegatie toegekend om te beslissen over :

1° de terugbetaling van de kosten van maatregelen die met toepassing van artikel 18 van het decreet worden uitgevoerd door natuurlijke personen of rechtspersonen die hun zetel buiten het Duitse taalgebied hebben;

2° de toestemming om de hulpverlening met toepassing van artikel 21 van het decreet voort te zetten nadat de betrokkene meerderjarig is geworden.

§ 2 - Met toepassing van het besluit van de Regering van 14 mei 2009 inzake jeugdbijstand en jeugdbescherming wordt aan het bevoegde afdelingshoofd delegatie verleend om te beslissen over :

1° de toekenning en de uitbetaling van de kosten van levensonderhoud vermeld in artikel 43 van het besluit;

2° de toekenning en de uitbetaling van de steun voor de culturele, sportieve en schoolse activiteiten vermeld in artikel 44 van het besluit;

3° de toekenning en de uitbetaling van de bijzondere onkosten vermeld in de artikelen 46 en 48;

4° de toekenning en de uitbetaling van het pleeggeld vermeld in artikel 47.

§ 3. Aan het bevoegde afdelingshoofd wordt delegatie verleend om te beslissen over de toekenning en de uitbetaling van de toelagen aan jeugdorganisaties en vakantiekampen.

§ 4. Aan het bevoegde afdelingshoofd wordt delegatie verleend om te beslissen over de toekenning en de uitbetaling van de dotatie voor sociale zorg vastgelegd in artikel 14 van het decreet van 15 december 2008 betreffende de financiering van de gemeenten en van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn door de Duitstalige Gemeenschap;

§ 5. Aan het bevoegde afdelingshoofd wordt delegatie verleend om met toepassing van artikel 113, § 1, 3°, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, het attest m.b.t. de aftrekbaarheid van de uitgaven voor de opvang van kinderen van minder dan 12 jaar te ondertekenen.

§ 6. Aan het bevoegde afdelingshoofd wordt delegatie verleend om te beslissen over de toekenning en de uitbetaling van de tussenkomst vermeld in artikel 2 van het besluit van de Regering van 4 augustus 2005 betreffende het Fonds voor afbetaling van schulden.

§ 7. Aan het bevoegde afdelingshoofd wordt delegatie verleend om te beslissen over de afwijkingen inzake diploma waarin de volgende bepalingen voorzien :

1° de artikelen 13, 34 en 60 van het besluit van de Regering van 18 januari 2007 betreffende de kinderopvang;

2° artikel 5 van het besluit van de Regering van 22 juni 2001 tot vaststelling van de berekeningsgrondslagen voor de subsidiëring van de personeelskosten in de sectoren "sociale aangelegenheden" en "gezondheid";

3° artikel 7 van het decreet van 16 februari 2009 betreffende de thuishulpdiensten en houdende oprichting van een consultatiebureau voor thuishulp, transmurale en stationaire hulp.

§ 8. Aan het bevoegde afdelingshoofd wordt delegatie verleend om te beslissen over de erkenning van de zelfstandige onthaalouders bedoeld in artikel 63 van het besluit van de Regering van 18 januari 2007 betreffende de kinderopvang.

§ 9. Aan het bevoegde afdelingshoofd wordt delegatie verleend om te beslissen over de toestemming om andere leeftijdsgroepen op te vangen, aangevraagd met toepassing van artikel 8 van het decreet van 4 juni 2007 betreffende de woon-, begeleidings- en verzorgingsstructuren voor bejaarden en de psychiatrische verzorgingstehuizen. »

Art. 5. Artikel 12.2, § 1, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van 23 december 2004, wordt vervangen als volgt :

« Aan de voor cultuur bevoegde medewerker die de toelage voor management- en stafopdrachten ontvangt die is vastgelegd met toepassing van artikel 87.2 van het besluit van de Regering van 27 december 1996 houdende organisatie van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap en houdende regeling van de aanwerving, de loopbaan en de bezoldiging van de ambtenaren wordt delegatie verleend om te beslissen over de toekenning en de uitbetaling van de toelagen die met het oog op de culturele bevordering moeten worden gegeven voor optredens in opdracht alsmede voor reizen in het buitenland van de geklasseerde verenigingen voor amateurkunst en kamermuziekensembles, in voorkomend geval met toepassing van de desbetreffende voorschriften. »

Art. 6. Artikel 13.8 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van 23 december 2004, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 13.8. § 1. Delegatie wordt toegekend aan het bevoegde afdelingshoofd om in voorkomend geval te beslissen over de toekenning van één van de volgende verlopen in het onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap :

1° het verlof vermeld in artikel 8 van de wet van 21 maart 1964 op het medisch schooltoezicht;

2° de verlopen vermeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, met uitzondering van artikel 3, lid 3, c), g) en k);

3° de verlopen vermeld in de artikelen 7, lid 1, b) en c), en 22 van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs;

4° de verlopen vermeld in artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch en psychosociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, met uitzondering van artikel 160, lid 3, c), g), j), l) en n);

5° de verlopen vermeld in artikel 40 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe, islamitische en anglicaanse godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Duitstalige Gemeenschap, met uitzondering van artikel 40, c), g) en k);

6° de verlopen vermeld in de artikelen 9, lid 1, b) en c), en 12, 13 en 27 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch en psychosociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

7° het verlof vermeld in het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van in de wetgevende vergaderingen van de Staat en van de Gemeenschappen of de Gewesten erkende politieke groepen, respectievelijk ten behoeve van de voorzitters van die groepen;

8° de verlopen vermeld in het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen voor de toepassing van artikel 40 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe, islamitische en anglicaanse godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Duitstalige Gemeenschap;

9° de verlopen vermeld in de artikelen 169 en 170 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiedienst belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, met uitzondering van artikel 169, § 1, 4°, 8°, 10°, 14°, en artikel 170, 4°;

10° de verlopen vermeld in de artikelen 9, lid 1, *b)* en *c)*, en 12, 27 en 31 van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het vastbenoemd, voor een doorlopende duur tijdelijk aangesteld of stagedoend technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten;

11° het verlof vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 4 september 1989 betreffende verlopen voor verminderde prestaties toegestaan aan de personeelsleden van het rijksonderwijs en van de psycho-medisch-sociale centra van het Rijk die de leeftijd van vijftig jaar hebben bereikt of die ten minste twee kinderen hebben die de leeftijd van veertien jaar niet hebben overschreden en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden die aan de pensionering voorafgaat;

12° de verlopen vermeld in de artikelen 3, 4, *4bis*, *4ter* en *4quater*, van het besluit van de Regering van 9 november 1994 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

13° de verlopen vermeld in de artikelen 25 en 33 van het decreet van 6 juni 2005 houdende maatregelen inzake onderwijs 2005;

14° het verlof vermeld in artikel 5.45, § 2, van het decreet van 27 juni 2005 houdende oprichting van een autonome hogeschool;

15° het verlof vermeld in artikel 79 van het decreet van 25 juni 2007 houdende maatregelen inzake onderwijs 2007.

§ 2. Delegatie wordt toegekend aan het bevoegde afdelingshoofd om in voorkomend geval te beslissen over de toekenning van één van de volgende terbeschikkingstellingen in het onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap :

1° de terbeschikkingstellingen vermeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, met uitzondering van artikel 7, *c)*;

2° de terbeschikkingstellingen vermeld in artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch en psychosociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, met uitzondering van artikel 164, lid 1, *c)*;

3° de terbeschikkingstellingen vermeld in artikel 45 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlite, orthodoxe, islamitische en anglicaanse godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Duitstalige Gemeenschap, met uitzondering van artikel 45, lid 1, *b)*;

4° de terbeschikkingstellingen vermeld in artikel 174 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, met uitzondering van artikel 174, lid 1, *c)*;

5° de terbeschikkingstellingen vermeld in de artikelen 8 en 10 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verlopen voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

6° de terbeschikkingstellingen vermeld in artikel 5.47, lid 1, 4° en 5°, van het decreet van 27 juni 2005 houdende oprichting van een autonome hogeschool.

§ 3. Delegatie wordt toegekend aan het bevoegde afdelingshoofd om in voorkomend geval te beslissen over de toekenning van één van de volgende op non-activiteitstellingen in het gemeenschapsonderwijs :

1° de afwezigheden vermeld in artikel 4, *a)* en *c)*, van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs;

2° de afwezigheden vermeld in artikel 161, *a)* en *d)*, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch en psychosociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

3° de afwezigheid vermeld in artikel 42, *a)*, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlite, orthodoxe, islamitische en anglicaanse godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Duitstalige Gemeenschap;

4° de afwezigheid vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 25 november 1976 betreffende de afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen.

§ 4. Delegatie wordt toegekend aan het bevoegde afdelingshoofd om te beslissen over de goedkeuringen van de volgende verlopen in het gesubsidieerd onderwijs :

1° de goedkeuring vermeld in artikel 31 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

2° de goedkeuring vermeld in artikel 8 van de wet van 21 maart 1964 op het medisch schooltoezicht;

3° de goedkeuringen vermeld in de artikelen 23 en 30 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch en psychosociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

4° de goedkeuring vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 betreffende de afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen van de gesubsidieerde personeelsleden;

5° de goedkeuring vermeld in de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 16 december 1981 betreffende het syndicaal verlof in het gesubsidieerd onderwijs;

6° de goedkeuring vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 16 december 1981 betreffende het syndicaal verlof in de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra en diensten voor studie- en beroepsoriëntering;

7° de goedkeuring vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 74 van 20 juli 1982 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden of gewettigd door sociale of familiale redenen van de personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs;

8° de goedkeuring vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 75 van 20 juli 1982 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden van de personeelsleden van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;

9° de goedkeuring vermeld in artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 94 van 28 september 1982 betreffende de verlopen voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of wegens persoonlijke aangelegenheden;

10° de goedkeuring vermeld in artikel 2 van het besluit van de Executieve van 23 augustus 1989 betreffende verlopen voor verminderde prestaties toegestaan aan de leden van het personeel van het gesubsidieerd onderwijs en van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra die de leeftijd van vijftig jaar hebben bereikt of die ten minste twee kinderen ten laste hebben die de leeftijd van veertien jaar niet hebben overschreden en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden die de pensioenstelling voorafgaat;

11° de goedkeuringen vermeld in artikel 6, § 1, lid 1, § 2, lid 1, § 3, lid 1, en § 4, lid 1, van het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 9 november 1994 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

12° de goedkeuring vermeld in de artikelen 74, lid 3, en artikel 77, § 1, lid 2, van het decreet van 14 december 1998 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs en van het gesubsidieerd vrij P.M.S.-centrum;

13° de goedkeuring vermeld in de artikelen 72, § 2, lid 2, en 75, § 1, lid 2, van het decreet van 29 maart 2004 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs en van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra;

14° de goedkeuringen vermeld in de artikelen 25 en 33 van het decreet van 6 juni 2005 houdende maatregelen inzake onderwijs 2005;

15° de goedkeuring vermeld in artikel 79 van het decreet van 25 juni 2007 houdende maatregelen inzake onderwijs 2007.

§ 5. Delegatie wordt toegekend aan het bevoegde afdelingshoofd om te beslissen over de goedkeuring van de volgende terbeschikkingstellingen in het gesubsidieerd onderwijs :

1° de goedkeuring vermeld in artikel 31 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

2° de goedkeuring vermeld in artikel 2, § 5, van het koninklijk besluit van 27 juli 1976 tot reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtwedde-toelage in het gesubsidieerd onderwijs;

3° de goedkeuring vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 76 van 20 juli 1982 betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voor de personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs;

4° de goedkeuring vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 136 van 30 december 1982 betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voor de personeelsleden van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;

5° de goedkeuring vermeld in de artikelen 8, § 1, lid 1, en 10, § 1, lid 1, van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verlopen voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

6° de goedkeuring vermeld in artikel 78, § 1, van het decreet van 14 december 1998 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs en van het gesubsidieerd vrij P.M.S.-centrum;

7° de goedkeuring vermeld in artikel 76, § 1, van het decreet van 29 maart 2004 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs en van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra. »

Art. 7. Artikel 16.3 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van 12 mei 2005, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Delegatie wordt toegekend aan het bevoegde afdelingshoofd om te bevestigen of de beslissingen die in het kader van de overzichtlijst met toepassing van artikel 111 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn worden overgezonden en de beslissingen die met toepassing van artikel 112 worden aangevraagd in overeenstemming zijn met de wet. »

Art. 8. De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het wordt bekendgemaakt.

Eupen, 3 juli 2009.

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen,
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs, Opleiding en Werkgelegenheid,
O. PAASCH

De Minister van Cultuur, Media en Toerisme,
Mevr. I. WEYKMANS

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,
H. MOLLERS »